

Impact institutionnel et politique du système de classement universitaire

Thomas 'Orlando' Da Costa

14 janvier 2025

Résumé

Les systèmes de classement universitaire mondiaux (*e.g.* Times Higher Education (THE), QS World University Rankings) influencent profondément l'enseignement supérieur mondial. Au-delà d'évaluer la performance institutionnelle à partir d'indicateurs capturant selon différentes pondérations les productions de la recherche et la réputation académique, ils opèrent une influence performative sur les universités, favorisant une concurrence qui privilégie les résultats mesurables au détriment d'objectifs institutionnels globaux tels que la qualité de l'enseignement ou l'équité. Comprendre les méthodologies, les impacts systémiques et les alternatives émergentes à ces systèmes de mesure est crucial pour aborder leurs conséquences non intentionnelles et guider les réformes et pratiques de l'enseignement supérieur.

1 Introduction

Le début du XXI^{ème} siècle a vu l'émergence des premiers systèmes de classement universitaire mondiaux : l'*Academic Ranking of World Universities* (ARWU, ou classement de Shanghai) a été créé en 2003 dans l'optique de moderniser les universités chinoises, portant ainsi par essence une dimension normative au service d'une politique publique. Un an après le rejoignait le *Times Higher Education - Quacquarelli Symonds World University Rankings* (THE-QS WUR), construit par une entreprise privée d'analyse et un journal, tous deux britanniques et spécialisés dans l'éducation et l'enseignement supérieur. Ces systèmes de classement se scinderont en 2009, donnant naissance au THE - WUR et au QS WUR.

Depuis 20 ans en France, de nombreuses réformes ont structurellement modifié l'organisation et l'évaluation de la recherche. Sous couvert de compétitivité, de stratégie internationale et de soutien à l'innovation, celles-ci ont majoritairement tendu à affaiblir les universités : la volonté d'autonomie budgétaire (loi Pécresse, 2005) dans une logique de *New Public Management* (NPM) n'a pas permis aux universités de voir leur situation économique s'améliorer (malgré la possibilité de créer des fondations pour collecter des dons défiscalisés), bien au contraire (SERVE et LE GLASS 2017 ; SÉNAT 2013). La loi de programmation de la recherche de 2020 a renforcé une dynamique concurrentielle et auto-évaluatrice en précarisant le statut des futures générations de chercheurs et chercheuses à travers la création de postes de professeurs assistants temporaires, dont on peut retrouver une critique dans le journal Nature. Elle a aussi contribué au renforcement du budget de

l'Agence Nationale de Recherche (ANR), promouvant la recherche par projets.¹

Ces réformes ont toutes au moins un point commun, celui d'avoir été menées sous le prisme du rayonnement international, dont l'évaluation se fait à travers le système de classement des universités. L'exemple de l'ANR l'illustre parfaitement, cette agence ayant été créée en 2005 en réponse au faible rang de la France au classement de Shanghai.

Dans une période toujours plus contrainte budgétairement (l'École Normale Supérieure est par exemple en déficit depuis maintenant 3 ans), il est ainsi crucial d'analyser les effets politiques et institutionnels des systèmes de classement universitaire mondiaux (WUR) afin de comprendre les orientations passées des politiques de la recherche et de guider au mieux les réformes futures.

Après une description analytique des trois plus grands WUR que sont le classement de Shanghai, le *THE World University Rankings* et le classement QS, nous nous intéresserons aux effets directs et performatifs qu'ils exercent sur le monde de la recherche. Nous penchant brièvement sur le cas de la France, nous nous intéresserons enfin aux alternatives possibles à ces systèmes de classement et aux défis qu'elles soulèvent.

2 Mise en contexte

Le tableau 1 concentre les dimensions évaluées des top-3 WUR avec leurs pondérations respectives.

QS World University Rankings	Times Higher Education (THE) WUR	Académique des Universités Mondiales (ARWU)
Réputation académique (40%) : Enquête mondiale auprès des universitaires identifiant les institutions leaders dans leur domaine.	Recherche (30%) : Inclut une enquête de réputation (18%), les revenus de la recherche (6%) et les publications par membre du personnel académique (6%).	Alumnis et personnels primés (30%) : Nombre de personnels et d'anciens ayant reçu des Prix Nobel et Médailles Fields, avec un poids plus important pour les lauréats récents.

1. Nous passerons sur les menaces sur l'auto-détermination et la liberté du monde de la recherche, qu'on peut retrouver dans la loi de 2005 par la modification de la composition du Conseil d'Administration des universités en défaveur des syndiqués et en faveur des personnalités du monde socioéconomique (*cf.* code de l'éducation), ou bien à travers la tentative du gouvernement Macron-Vidal de soumettre les libertés académiques aux valeurs de la république (Médiapart).

QS World University Rankings	Times Higher Education (THE) WUR	Académie des Universités Mondiales (ARWU)
Ratio étudiant/enseignant (20%) : Indicateur de l'engagement envers un enseignement de qualité.	Enseignement (30%) : Inclut une enquête de réputation (15%), le ratio personnel/étudiant (4,5%), le ratio doctorat/licence (2,25%), le ratio doctorats délivrés/personnel académique (6%) et les revenus institutionnels (2,25%).	Articles publiés Nature et Science (20%) : Nombre d'articles dans ces revues sur une période de quatre ans (non applicable aux institutions en sciences sociales et humanités).
Citations par membre du corps enseignant (20%) : Reflète l'impact des recherches, normalisé par discipline.	Citations (30%) : Mesure l'impact de la recherche via les citations, normalisées par discipline.	Chercheurs très cités (20%) : Nombre de chercheurs très cités selon Thomson Reuters.
International (professeurs & étudiants) (10%) : Succès dans l'attraction d'étudiants et de personnel académique internationaux.	Ouverture internationale (7,5%) : Inclut le ratio étudiants internationaux/locaux (2,5%), le ratio personnel international/local (2,5%) et les collaborations internationales (2,5%).	Science Citation Index (20%) : Nombre d'articles indexés.
Réputation auprès des employeurs (10%) : Enquête mondiale auprès des employeurs identifiant les diplômés les plus performants.	Revenus industriels (2,5%) : Revenus issus de l'industrie rapportés au personnel académique, ajustés en fonction de la parité de pouvoir d'achat (PPA).	Performance par pers. (10%) : Score pondéré des autres indicateurs divisé par le nombre d'enseignants-chercheurs à plein temps

TABLE 1: Méthode de calcul du rang d'une université selon le système de classement universitaire mondial (d'après topuniversities.com)

On notera les similitudes entre le QS et le THE WUR, reliques de leur passé commun : les deux systèmes de classement évaluent la recherche, l'enseignement, l'ouverture internationale, la réputation académique et une certaine relation avec le monde de l'entreprise, là où le classement de Shanghai ne met l'accent que sur les performances (exceptionnelles) de la recherche.

3 Des choix méthodologiques normatifs au profit de quelques institutions

Sur la période 2015-2024, Harvard, Stanford et le MIT ont constamment été dans le top 7 mondial des trois classements ; notamment, le MIT n’a pas une seule fois quitté la première place du QS WUR, et Harvard a toujours été premier de l’ARWU. On remarquera aussi l’absence quasi-constante d’universités non-anglo-saxonnes dans le top 10 des classements, particulièrement dans l’ARWU et le THE WUR. La littérature scientifique permet d’approfondir l’intuition de ce biais envers les universités anglo-saxonnes.

3.1 Emphase sur les indicateurs bibliométriques

En priorisant les résultats de recherche hautement cités, voire hautement récompensés, de manière absolue (*i.e.* sans contrôle par rapport au volume produit), les classements favorisent les très grandes institutions, dotées des plus grands budgets de recherche, ainsi généralement situées dans les pays développés (HAZELKORN 2007, 2009). Les citations étant l’indicateur principal d’évaluation, les universités hébergeant des disciplines ayant une plus grande tendance à la citation sont favorisées. La majorité de ces disciplines est capturée sous l’acronyme STEM (*Science, Technology, Engineering, Mathematics*). Au contraire, les sciences humaines et sociales (exception faite de l’économie), les humanités et les arts sont sous représentés. De même, les sujets de recherche locaux, plus spécifiques à une région, une langue, une particularité, seront bien moins cités que les sujets universels, plus souvent portés par les sciences dites dures (FAUZI et al. 2020 ; HAZELKORN 2014 ; SELTEN et al. 2020).

Il nous faut aussi noter la possibilité pour les sciences exactes de voir leur recherche, si fondamentale soit-elle, un jour déboucher sur une application technique ou industrielle, ou pouvoir être brevetée ; il est au contraire plus difficile d’imaginer trouver des revenus industriels au sein d’une faculté de philosophie (HAZELKORN 2007 ; MARGINSON et WENDE 2007).

De plus, le biais de citation accentue aussi une marginalisation par le langage. La langue considérée universelle au XXI^{ème} siècle étant l’anglais, tout travail publié dans cette langue aura plus de chance d’être cité (cela peut même être un critère de sélection lors de méta-analyses). On remarquera aussi un effet d’interaction entre langue, discipline et universalité, les sciences humaines ayant plus tendance à être publiées dans la langue du pays des auteurs et à traiter de sujets plus locaux. Pourtant, cet effet de langue est particulièrement pregnant dans le classement de Shanghai, qui prend en compte pour 1/5^{ème} du rang final la publication dans *Nature* et *Science*, deux revues anglophones (JAROCKA 2012 ; ORDORIKA et LLOYD 2015).

3.2 Le choix de la réputation

Que les deux systèmes de classement britannique valorisent la réputation (à 18% pour le THE WUR, et 40% pour le QS WUR) n’est certainement pas un choix neutre.

Au contraire, on peut facilement y déceler un phénomène rétroactif qui permet de maintenir une domination fondée sur un prestige historique : Oxford, Cambridge ou les universités de l’Ivy League sont plus à même d’être citées par les universitaires interrogés pour leur réputation, et ainsi de maintenir leur rang, là où de nouvelles universités, si

excellentes soient-elles dans leur discipline ou sur d'autres aspects non-mesurés (l'enseignement, l'implication régionale ou à des buts de développement, etc.), souffriront d'une faible réputation favorable à l'échelle internationale. Ce biais renforce alors les inégalités entre régions du monde, les universités en croissance pouvant généralement être trouvées dans les pays en développement (HAZELKORN 2014). ORDORIK et LLOYD 2015 affirment ainsi que les WUR rendent hégémonique le modèle anglo-saxon et marginalisent toute université qui ne se conformerait pas à la course à la citation dans des domaines considérés universels.

4 Effets performatifs de ces indicateurs

On ne sera pas surpris de voir que ces systèmes, par leur non-neutralité, incitent les universités à adapter leur stratégie pour améliorer leur classement en donnant la priorité au volume de publications plutôt qu'à la qualité, au temps de l'interdisciplinarité ou à la pertinence locale. Les WUR favorisent l'épanouissement d'une logique de compétitivité de la recherche, apte à s'auto-évaluer grâce à un panel d'indicateurs, dans une logique néo-managériale héritée du *New Public Management*. On peut alors s'attendre à deux effets potentiels : la poursuite d'une stratification mondiale entre les grandes universités des pays développés et celles qui, ne pouvant tenir la compétition, sont exclues du système mondiale de la recherche, ou bien une homogénéisation organisationnelle des universités — rappelons que c'était d'ailleurs là la raison de la création du classement de Shanghai pour les universités Chinoises (ERKKILÄ et PIIRONEN 2020 ; HAZELKORN 2009 ; LYNCH 2015 ; MARGINSON et WENDE 2007).

Insistons toutefois sur le fait que les universités ne sont pas des institutions purement indépendantes dans le choix de leur stratégie, mais qu'elles dépendent en grande partie des choix politiques de leurs gouvernements nationaux : en ce sens, les systèmes de classements n'ont pas qu'un effet performatif, ils sont éminemment politiques et provoquent des réactions mondiales, en Asie (MOK 2015) comme en Europe, à l'instar de l'Italie qui, par quête de visibilité, met en place un système de financements déterminé par l'efficacité des universités, visant à "motiver" les universités "moins performantes" à s'améliorer. Ce choix politique maintient alors des inégalités choisies, structurelles, entre les institutions de recherche, justifiées par un système méritocratique (MATEOS-GONZÁLEZ et BOLIVER 2019).

Nous avons déjà mentionné le rôle de la taille d'un établissement comme moyen d'accroissement de production et par conséquent de meilleur classement international : inutile de chercher plus loin que la France pour en avoir un exemple concret.

5 Cas d'étude : la France

La France et son système d'enseignement supérieur et de recherche (ESR), avec ses écoles d'ingénieurs, ses facultés, ses Unités Mixtes de Recherche ou son Centre National de la Recherche Scientifique, ne s'alignait pas exactement avec les normes édictées par les WUR.

C'est ainsi qu'après la crise économique de 2008, le président de la République Nicolas Sarkozy promet de faire du plateau de Saclay un "MIT à la française", en regroupant les écoles d'ingénieurs et les universités de la région parisienne. L'objectif affiché est clair : améliorer le rang de la France au classement de Shanghai.

Sont ainsi lancés en 2010 les Programmes d’Investissement d’Avenir (PIA), dont les fonds sont majoritairement confiés à l’Agence Nationale de la Recherche. Ces PIA agissent très concrètement sur différentes dimensions des WUR :

- Les ”Écoles Universitaires de recherche” visent à reproduire le système de *Graduate School* pour développer de nouveaux débouchés sur le doctorat et la recherche.
- les Instituts de Recherches Technologiques cherchent eux à faciliter les investissements public-privé et les partenariats recherche publique – industrie pour une finalité industrielle.
- De même, les Sociétés d’Accélération de Transfert de Technologie cherchent à transformer les résultats de recherche appliquée en brevets, start-up ou partenariats industriels, à financer les *proof of concepts* et à développer les secteurs de R&D.
- Enfin, les Initiatives d’Excellence (IdEx) ont pour but explicite de créer des grandes structures d’enseignement supérieur et de recherche dans le but de gagner en visibilité internationale.

L’Université Paris Sciences et Lettres et l’Université Paris-Saclay sont ainsi des exemples d’IdEx, toutes deux passées par les statuts abscons de Communauté d’universités et établissements (COMUE), avant de devenir des Établissements Publics Expérimentaux. L’université PSL est depuis 2022 considérée comme un ”Grand Établissement”.

Il est certain que ces fusions ont permis à la France de gagner des places dans les WUR : l’Université Paris-Sud est passée de la 37^{ème} place en 2019 à la 12^{ème} en 2024, et l’ENS Paris de la 79^{ème} à la 33^{ème}. Toutefois, il est légitime de douter de la qualité intrinsèque de ces nouvelles structures dès lors que l’on s’extraie des dimensions purement quantitatives du volume de production de recherche et des moyens attribués à ces établissements, qui posent d’ailleurs la question de l’équité de la distribution des fonds publics entre de grands établissements qui concentrent le pouvoir de recherche et les autres, qui ne peuvent prétendre à un rayonnement international dopé par un PIA (ÉLOIRE 2010 ; SIGANOS 2008).

6 Quelles alternatives ?

De la même manière qu’il existe en France depuis 2015 une loi visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques², il est possible de penser des alternatives aux WUR en passant par une pluralité d’indicateurs. Il existe bien des classements spécialisés, par discipline ou par politique institutionnelle ne traitant pas de la recherche (*e.g.* des Objectifs de Développement Durable — THE Impact Rankings, ou bien des politiques écologiques — UI GreenMetric), néanmoins, ils sont plutôt destinés aux individus se renseignant sur leur cursus universitaires qu’appropriables par les personnes en charge des politiques de recherche.

Au contraire, l’initiative du U-Multirank semblait prometteuse. Lancée en 2014 par la Commission Européenne, elle visait à évaluer les établissements d’enseignement supérieur et de recherche à travers cinq dimensions qui ne se résumaient pas *in fine* à un score unique, à la différence des classements traditionnels. Les utilisateurs, étudiants ou *policy makers*, pouvaient ainsi filtrer les indicateurs selon leurs préférences et obtenir un classement personnalisé, permettant de multiples comparaisons inter-institutionnelles.

2. *cf.* Légifrance.

On y retrouve bien sûr les dimensions traditionnelles de mesure de la recherche, du transfert de connaissance et de l'orientation internationale, avec des critères communs aux WUR standards (citations, brevets et partenariats public-privé, étudiants et personnels internationaux), mais aussi des critères favorisant la collaboration internationale comme les publications interdisciplinaires ou les enseignements en langues étrangères. U-Multirank ajoute aussi deux paramètres qui n'avaient pas été considérés jusqu'alors, l'engagement régional et la qualité de l'éducation. Le premier critère pouvait être mesuré à partir des publications en collaboration avec des chercheurs locaux ou des revenus générés par des projets régionaux, et le second à partir de mesures standards de l'enseignement tels que les taux de réussites ou le ratio étudiant/personnel, mais aussi des enquêtes de satisfaction des étudiants.

Cette multidimensionnalité permettait ainsi de capturer la complexité des contributions des structures de l'ESR à la société sans favoriser par défaut les grandes institutions de recherche historiques des pays développés, mais bien en intégrant et en reconnaissant la qualité des universités régionales ou à vocation pédagogique, sortant ainsi d'une logique élitiste par définition excluante (DECUYPERE et LANDRI 2021 ; JAROCKA 2012).

Il faut néanmoins admettre l'existence de fortes limites face à ce modèle alternatif. Au-delà de la difficulté à collecter des données valides lorsque l'on mesure des dimensions qualitatives (que faire par exemple des données autodéclarées, facilement falsifiables?), l'adoption de ce modèle par les institutions et les individus est restée faible face à la domination des classements traditionnels (qui, ironiquement, bénéficient tout autant de leur situation réputationnelle que les universités anglo-saxonnes qu'ils évaluent positivement). Ne pas permettre une prise de décision politique simple, car édictée par un score unique, mais bien remettre dans la main des décideurs le poids du choix du critère a semble-t-il été un frein à l'adoption (DECUYPERE et LANDRI 2021). Le U-Multirank n'est dorénavant plus actif. De futures expérimentations de ce genre seraient néanmoins les bienvenues, à une époque où les analyses multicritères (ou "intégrées") gagnent en importance pour faire face aux enjeux de notre siècle.

Références

- DECUYPERE, Mathias et Paolo LANDRI (2021). “Governing by visual shapes : University rankings, digital education platforms and cosmologies of higher education”. In : *Critical Studies in Education* 62.1, p. 17-33.
- ÉLOIRE, Fabien (2010). “Le classement de Shanghai. Histoire, analyse et critique”. In : *L’Homme et la société*, p. 17-38.
- ERKKILÄ, Tero et Ossi PIIRONEN (2020). “Trapped in university rankings : bridging global competitiveness and local innovation”. In : *International Studies in Sociology of Education* 29.1-2, p. 38-60.
- FAUZI, Muhammad Ashraf et al. (2020). “University rankings : A review of methodological flaws”. In : *Issues in Educational Research* 30.1, p. 79-96.
- HAZELKORN, Ellen (2007). “The impact of league tables and ranking systems on higher education decision making”. In : *Higher education management and policy* 19.2, p. 1-24.
- (2009). “Rankings and the battle for world-class excellence : Institutional strategies and policy choices”. In : *Higher education management and Policy* 21.1, p. 1-22.
- (2014). “Reflections on a Decade of Global Rankings : what we’ve learned and outstanding issues”. In : *European journal of education* 49.1, p. 12-28.
- JAROCKA, Marta (2012). “University ranking systems—from league table to homogeneous groups of universities”. In : *International Journal of Educational and Pedagogical Sciences* 6.6, p. 1377-1382.
- LYNCH, Kathleen (2015). “Control by numbers : New managerialism and ranking in higher education”. In : *Critical studies in education* 56.2, p. 190-207.
- MARGINSON, Simon et Marijk Van der WENDE (2007). “To rank or to be ranked : The impact of global rankings in higher education”. In : *Journal of studies in international education* 11.3-4, p. 306-329.
- MATEOS-GONZÁLEZ, José Luis et Vikki BOLIVER (2019). “Performance-based university funding and the drive towards ‘institutional meritocracy’ in Italy”. In : *British Journal of Sociology of Education* 40.2, p. 145-158.
- MOK, Ka Ho (2015). “Higher education transformations for global competitiveness : Policy responses, social consequences and impact on the academic profession in Asia”. In : *Higher education policy* 28, p. 1-15.
- ORDORIK, Imanol et Marion LLOYD (2015). “International rankings and the contest for university hegemony”. In : *Journal of Education Policy* 30.3, p. 385-405.
- SELTEN, Friso et al. (août 2020). “A longitudinal analysis of university rankings”. In : *Quantitative Science Studies* 1.3, 1109–1135. ISSN : 2641-3337. DOI : 10.1162/qss_a_00052. URL : http://dx.doi.org/10.1162/qss_a_00052.
- SERVE, Stéphanie et Louis François LE GLASS (2017). “Les universités françaises depuis le passage à l’autonomie : vers de nouveaux outils d’analyse financière?” In : *Revue d’économie financière* 2, p. 265-296.
- SIGANOS, André (2008). “Rankings, governance, and attractiveness of higher education : The new French context”. In : *Higher Education in Europe* 33.2-3, p. 311-316.
- SÉNAT (2013). *Financement des universités : l’équité au service de la réussite de tous*. Rapport d’information n° 547 (2012-2013). URL : <https://www.senat.fr/rap/r12-547/r12-547.html>.